



## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

***Du lundi 07 novembre 2011 à 19 heures.***

L'an deux mille onze le 07 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale en date du 28 octobre, sous la présidence de Monsieur Denis BALDÈS, Maire de BLAYE.

### **Etaient présents :**

Monsieur BALDÈS, Maire,  
M. RIMARK, Mme BAUDÈRE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU,  
M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLE, Adjoint Mme NEBOIT, M. CUARTERO, Mme FLORENTIN,  
M. GRELLIER, M. LAMARCHE, Mme DELMAS SAINT-HILAIRE, M. ÉLIAS, Mme BERTET, Mme DUBOURG,  
M. GÉDON, Mme CASTETS, M. LIMINIANA, M. GARAUDY, Conseillers Municipaux.

### **Etaient excusés et représentés par pouvoir :**

Monsieur VERDIER	à	Madame BAUDÈRE
Madame BERGEON	à	Monsieur LIMINIANA
Monsieur LACOSTE	à	Monsieur GARAUDY

### **Etaient absents :**

Messieurs GRENIER et RENAUD.

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance à l'unanimité.

Monsieur le Maire procède à l'appel et constate que le quorum est atteint. Il informe l'assemblée qu'il y aura :

- ✚ une réponse à la question de Monsieur LIMINIANA, lors du précédent conseil, concernant les chaînes en fonte aciérée,
- ✚ deux questions écrites, une de M. LIMINIANA et l'autre de M. GARAUDY,
- ✚ une information sur le dossier « AURENZ ».

puis demande si le conseil adopte le compte rendu du 20 septembre 2011.

M. LIMINIANA demande une modification en page 11, lignes 11 et 12, il faut rajouter « il manque toujours 2 200 000 € ».

J. LAMARCHE : la version définitive du Compte rendu du conseil est-elle mise en ligne sur blaye.fr ?

M. le Maire : oui.

Le compte rendu du Conseil Municipal est adopté à l'unanimité.

M. le Maire lit l'ordre du jour.

M. le Maire : juste une précision sur le Compte rendu du 12 juillet qui a fait polémique. Je tiens à la disposition des élus et de la presse les notes de M. GRELLIER, secrétaire de séance, et je maintiens ce qui a été dit et fait.

Informations sur les décisions prises en application de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales

11.150- marché public pour la mission de maîtrise d'œuvre assainissement.

11.151- contrat de ligne de trésorerie interactive du budget principal m14 avec la caisse d'épargne Aquitaine Poitou Charente – modification.

J. LAMARCHE : je n'ai pas compris cette erreur matérielle. Sur la décision n° 149, à l'article 1 était noté 700 000 €.

F. RIMARK : C'est pour cette raison qu'il y a modification pour corriger cette erreur.

J. LAMARCHE : On se retrouve avec deux lignes de trésorerie. Pourquoi cela n'a pas été fait au précédent conseil ?

F. RIMARK : le contrat n'était pas encore signé avec le Crédit Agricole.

11.152- contrat de ligne de trésorerie du budget principal m14 avec la caisse agricole d'Aquitaine.

11.153- contrat de vente avec la Compagnie « la Virgule » pour une animation à la Bibliothèque Johel Coutura.

11.154- renouvellement de bail de locaux administratifs sis 5 rue Toziny à Blaye.

11.155- marché public pour l'étude de reconnaissance géotechnique dans le cadre de la construction du futur équipement cinéma.

G.GARAUDY : en quoi consistent les travaux ?

M. le Maire : c'est une étude complémentaire par carottage.

G.GARAUDY : l'estimation n'a pas été faite correctement ?

M. le Maire : l'estimation avait été faite sur la pire situation.

V. LIMINIANA : avons-nous le résultat ?

F. RIMARK : non, les travaux sont trop récents.

11.156- marché public pour l'étude acoustique dans le cadre de la construction du futur équipement cinéma

11.157- mise à disposition d'une salle à l'école Malbeteau au profit de la FCPE.

11.158- mise à disposition d'une salle à l'école Vallaeys au profit de la CRDP d'AQUITAINE/CDDP de la GIRONDE.

11.159- contrat d'assistance et de maintenance du logiciel ATAL II.

11.160- contrat de prestations de service dans le cadre de l'école multisports.

11.161- prestations de service dans le cadre du parcours de découverte artistique.

11.163- marché public pour la fourniture du logiciel d'informatisation des délibérations, des décisions et des arrêtés.

11.164- arrêt d'un contrat de prestation de service avec la Société APAVE.

11.165- mise à disposition des salles 1 et 4 des Société au profit du lycée Jaufré Rudel, pour l'organisation d'un projet scolaire.

11.166- mise à disposition de la salle du club des Aînés au profit du Centre d'information et d'orientation de Blaye.

11.167- mise à disposition de divers site de la Citadelle au profit de l'association "Citatrouille".

11.168- mise à disposition de la salle 8 de la Maison des associations au profit du Comité de Gironde de la Ligue contre le cancer.

11.169- renouvellement d'une signature électronique.

11.170- marché public pour la démolition de 2 bâtiments.

11.171- marché public pour la fourniture d'une solution de dématérialisation des marchés publics.

11.172- marché public pour la fourniture de chaises.

V. LIMINIANA : pourquoi un marché à bons de commande ?

M. le Maire : cela nous permet de pouvoir commander un nombre de chaises en fonction du budget. Une commande a été passée de 120 chaises pour LIVERNEUF et 180 chaises pour l'ancien Tribunal.

J. FAURE : le marché à bons de commande permet d'ajuster la quantité à acheter ainsi que le budget. Le marché à bons de commande est un type de marché mais pas un type de consultation.

M. le Maire : cela nous permet d'acheter une quantité précise et d'en maîtriser le coût.

J.LAMARCHE : mais en 2009 on a déjà acheté des chaises pour le couvent des Minimes pour 31 000 € et 17 000 € pour la salle du conseil ça n'a pas fait l'objet de décision.

J.FAURE : les entreprises ont été consultées à partir d'un cahier des charges. Ce sont deux consultations avec deux procédures différentes. Une consultation peut se faire sous plusieurs formes.

M. le Maire : nous respectons les règles, je vous propose de rencontrer le Directeur Général des Services qui vous donnera plus d'explications.

11.174- mise à disposition du Couvent des Minimes, la salle de la Poudrière, le local "chez Mona" et l'ancien local de Musique en Citadelle au profit de l'association "Préface".

11.175- Mise à disposition de locaux au profit de Pôle Emploi.

11.176- mise à disposition du Couvent des Minimes au profit de l'Ecole de Musique intercommunale.

11.177- marché public pour la fourniture et la pose d'un équipement numérique dans la salle de cinéma « le Monteil ».

11.178- mise à disposition de la salle 4 de la Maison des Sociétés au profit du foyer Roland.

11.179- Mise à disposition de locaux au profit de la Chorale Jaufré Rudel.

11.180- marché public de service pour la mise à disposition de vêtements de travail aux écoles.

11.181- mise à disposition du Couvent des Minimes au profit du collectif Gaspar.

11.182- mise à disposition du Gymnase Robert Paul au profit du Service diocésain aumônerie de l'enseignement public de l'Archevêché de Bordeaux.

V.LIMINIANA : il est mentionné « rassemblement » est- ce à caractère sportif ou un autre type de réunion ?

G.CARREAU : c'est bien un regroupement de différents jeunes arrivant de différents sites en attendant de prendre le bac, il s'agit de les mettre à l'abri en cas de pluie.

V. LIMINIANA : ne craignez-vous pas de créer un précédent ? Depuis que le sol de Robert Paul a été refait, il n'y a jamais eu de rassemblement de la sorte.

M. le Maire : pouvons-nous concevoir que des jeunes restent dehors en cas de mauvais temps ?

V. LIMINIANA : j'entends bien, mais si nous disons oui à ces personnes comment refuser à d'autres ?

M. Le Maire : ce sera toujours non, sauf cas exceptionnels.

#### 1 – COMMISSION N°1 – FINANCES PERSONNEL – ADMINISTRATION GENERALE – MODIFICATION -

Rapporteur : M. le Maire

Le conseil municipal du 07 avril 2008 a fixé le nombre de commissions et de comités consultatifs ainsi que leur composition en fonction du résultat des dernières élections municipales.

La commission n° 1 « Finances – Personnel – Administration Générale » est composée de 4 élus de la majorité et 1 élu de la minorité.

Par arrêté du 06 octobre 2011, Monsieur le Maire a ajouté une délégation de fonction et de signature à M. Francis RIMARK portant sur les commissions communales ou départementales de sécurité et d'accessibilité et sur l'Agenda 21.

Il a nommé, également, Mme Martine FLORENTIN, Conseillère Municipale déléguée aux commissions de sécurité et de l'Agenda 21. Afin d'être en cohérence avec ses nouvelles missions, il est demandé au conseil municipal de nommer Mme FLORENTIN dans la commission n° 1.

Cette modification ne modifie en rien la proportionnalité initiale.

V.LIMININA : l'opposition ne participera pas au vote. « Nous ne participerons pas à ce vote, nous vous laissons laver votre linge sale en famille ».

M. le Maire : cette expression n'est pas très élégante !

Ms LIMINIANA, GARAUDY et Mme BERGEON, M. LACOSTE par procuration, ne participent pas au vote.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité des votants.

## 2 – DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION COMMERCIALE -CONSTRUCTION D'UN ESPACE CINEMA - MODIFICATION

Rapporteur : M. le Maire

Par délibération du 20 septembre 2011, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer la demande d'autorisation d'exploitation commerciale du nouveau cinéma situé 33 bis cours de la République, comprenant 2 salles (286 et 120 places) et un vaste hall d'accueil équipé d'un espace de restauration rapide type « tapas ».

Il s'avère nécessaire de lui apporter un complément.

Le contenu du dossier est fixé « par un arrêté du 5 décembre 2008. »

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte, à l'unanimité, cette modification.

## 3 – DECISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET PRINCIPAL M14

Rapporteur : F. RIMARK

Il est demandé au conseil municipal d'apporter les ajustements suivants au budget principal M14 :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Réelles	Ordre	Réelles	Ordre
<b>INVESTISSEMENT</b>				
D 205 DG 020 - Logiciels	3 050,00			
D 2183- COM-023 - Matériel de bureau et matériel informatique	-500,00			
D 2184- ag -020 - Mobilier	-500,00			
D 2188- COM-023 -Autres immobilisations corporelles	-2 050,00			
<b>Total Section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Cette proposition a reçu un avis favorable de la commission n°1 (finances –personnel-administration générale) réunie le 27 octobre 2011.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

#### 4 – FIXATION DU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Rapporteur : F. RIMARK

La loi de finances rectificative pour 2010 a introduit dans le Code de l'Urbanisme un chapitre fiscalité de l'aménagement.

La Taxe Locale d'Equipement (T.L.E.) pour la commune, la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (T.D.E.N.S.) et la Taxe Départementale pour le financement des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, notamment, sont supprimées suite à la création de la Taxe d'Aménagement.

La Taxe d'Aménagement comporte deux parts : une part communale et une part départementale. Pour la ville de Blaye, la Taxe d'Aménagement est instaurée de plein droit car elle dispose d'un document d'urbanisme.

Néanmoins, il s'avère nécessaire d'en fixer le taux, il doit être compris entre 1 et 5%.

Les simulations fournies par les services du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement indiquent qu'un taux de taxe d'aménagement identique à celui de la taxe locale d'équipement devait maintenir un niveau de recette identique.

Le taux de la Taxe Locale d'Equipement, fixé par délibération du 3 juin 1977, est de 3 %.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Il est proposé au conseil municipal de fixer le taux de la Taxe d'Aménagement sur l'ensemble du territoire communal à 3 %.

La présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible.

La commission n° 1 (Finances – Personnel – Administration Générale) s'est réunie le 27 octobre 2011 a émis un avis favorable.

G. GARAUDY : il faut une clarification ; avant la TLE était à 3 %, elle est donc remplacée par cette taxe d'aménagement. Que deviennent la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles et la Taxe Départementale pour le financement des Conseils d'Architecture ? Et nous restons au même taux ?

F. RIMARK : pour la ville, les simulations indiquent le même taux de rendement. Nous parlons de taxe pour la ville, pas pour le département.

G.GARAUDY : donc sur le permis de construire, il y aura d'autres taxes.

F. RIMARK : elle est révisable, on pourra la modifier dans un an si nécessaire. On verra quel en est le rendement.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

#### 5 – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE -ATTRIBUTION

Rapporteur : F.RIMARK

Les 28 et 29 mai 2011, la Caisse Mutuelle Complémentaire d'Action Sociale d'EDF de la Gironde (CMCAS) organisait, en partenariat avec la ville de Blaye, une grande manifestation intitulée « Energie en Citadelle ».

Les jeux gonflables et les activités sportives à destination des enfants ainsi que les concerts et les ateliers créatifs ont permis d'attirer un très important et large public.

Désormais, le bilan financier de cette manifestation permet d'arrêter le montant de la subvention versée par la ville de Blaye à 4 000 €.

Cette proposition a reçu un avis favorable de la commission n° 1 (Finances – Personnel – Administration Générale) réunie le 27 octobre 2011 et de La commission n° 2 (Culture-Associations culturelles-Manifestations) réunie le 12 octobre 2011.

En conséquence, Il est donc proposé au conseil municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle au CMCAS d'un montant de 4 000 €.

Les crédits sont prévus au budget principal M 14 à l'article 6748, chapitre 67.

M. le Maire indique qu'il ne participera pas au vote.

J.LARMACHE : y a-t-il une convention avec le CMCAS ?

F.RIMARK : à l'origine, c'était une prestation que la ville devait payer.

V.LIMINIANA : je m'étonne que l'on soumette cette délibération 5 mois après la manifestation. Elle aurait dû figurer sur le tableau des subventions lors du vote du budget. Mais vous venez de me répondre M. RIMARK. Néanmoins, je ne critique pas la manifestation, mais je trouve le montant important pour ce genre de manifestation, surtout par rapport aux associations caritatives qui ne bénéficient pas d'une telle somme. Il a été fait état qu'il y avait des engagements pris, je suppose que ces engagements ont été pris avec le maire de Blaye et le CMCAS.

M. le Maire : je précise que c'est une convention tripartite avec le CNPE, le CMCAS et la ville de Blaye. Il y a eu plusieurs réunions de travail, pilotées par Mme BAUDÈRE et c'est une manifestation qui était ouverte à tout public. Si le maire de Blaye, étant agent EDF ne peut pas traiter avec le CMCAS, c'est regrettable.

G.GARAUDY : c'est très délicat, il est certain que dans nos communes, les élus sont souvent dans des associations.

V.LIMINIANA : je regrette que l'on soit mis devant le fait accompli, je n'en ai jamais entendu parlé.

C.DUBOURG : quand vous dites que cette subvention aurait pu servir à d'autres associations, je vous rappelle qu'en 2008 le Secours Populaire n'existait plus. Je pense que nous faisons le nécessaire auprès des associations caritatives.

B.SARRAUTE : ce que vous avancez par rapport aux associations n'est pas correct M. LIMINIANA. Le Secours Populaire n'avait plus de locaux potables pour pouvoir continuer son activité.

Je trouve que nous intervenons largement au profit de ces associations, et nous avons fait le nécessaire pour tous les travaux qui ont été demandés. On ne peut pas le reprocher à la mairie de Blaye. M. LAMARCHE peut en témoigner.

C. BAUDÈRE : dans ma commission culture, cette affaire a été abordée et traitée, il est regrettable que Mme BERGEON ne vienne jamais et ne peut donc pas faire passer les informations.

V.LIMINIANA : je pense qu'elle travaille à ces moments là.

P.MERCHADOU : je suis responsable des bâtiments, je pense que nous avons réalisé au moins 30 000 euros de travaux dans le local du Secours Populaire.

M. le Maire, M. LAMARCHE et M. GARAUDY ne prennent pas part au vote.

Ont voté contre : V. LIMINIANA et G. LACOSTE et C. BERGEON par procuration.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à la majorité.

## 6- BATIMENTS COMMUNAUX – CREATION D'UN TARIF

Rapporteur : F. RIMARK

La Poste va réaliser des travaux importants (réaménagement de l'espace intérieur et ravalement de la façade) de son bâtiment qui nécessitent sa fermeture.

Afin d'assurer la continuité du service, en particulier la gestion du courrier et l'activité bancaire, la Poste a sollicité la ville de Blaye pour connaître ses disponibilités quant à la mise à disposition d'un local.

Après une analyse des besoins précis de la Poste, le choix s'est porté sur l'ancien tribunal et en particulier la salle d'audience.

Par délibération du 25 mai 2010, le conseil municipal a fixé le loyer appliqué à la Communauté de Communes du Canton de Blaye pour l'occupation d'un espace de 100 m<sup>2</sup> dans ce bâtiment, situé rue André Lamandé à 375 € par mois.

Dans un souci de cohérence, le loyer mensuel a également été fixé à 375 €.

Les services de la Poste devraient occuper ce lieu du 1<sup>er</sup> décembre 2011 au 31 mars 2012.

Ce projet a reçu un avis favorable de la commission n° 1 (Finances – Personnel – Administration Générale) réunie le 27 octobre 2011.

Les recettes seront encaissées au chapitre 75 et article 752 du budget primitif.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver le montant de ce loyer.

V.LIMINIANA : est-ce uniquement la grande salle ? Ou bien y-a-t-il la salle n° 6 à l'arrière ?

G.CARREAU : en effet, il y a également la salle n° 6, car il souhaite pouvoir conserver le service bancaire.

V. LIMINIANA : pour faire suite à cette question, je trouve que c'est un cadeau que l'on fait à une Société anonyme.

M. le Maire : nous avons eu d'après discussions avec cette société. Le projet initial de la Poste était uniquement des travaux d'aménagement intérieur. Du fait des travaux place de la Victoire, nous souhaitons une mise en valeur de ce quartier y compris une réhabilitation extérieure du bâtiment de la Poste. Deux mois plus tard, ils sont venus avec le projet pour l'extérieur et l'intérieur. Nous avons donc souhaité leur rendre service pour les efforts consentis. Je suis très content, c'est une belle opération pour la ville.

En plus, ils font des travaux dans l'ancienne salle d'audience et ces aménagements resteront par la suite. C'est tout un ensemble.

J. LAMARCHE : le bâtiment appartient à qui ?

M. Le Maire : à la Poste.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

## 7 – CONVENTION RELATIVE A LA TRANSMISSION DE DONNEES ELECTORALES PAR INTERNET A L'INSEE (AUTORISATION DE SIGNATURE)

Rapporteur : F.RIMARK

L'article L.37 du Code Electoral précise que l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E.) est « chargé de tenir un fichier général des électeurs et électrices en vue du contrôle des inscriptions sur les listes électorales ».

L'article R.20 de ce même code impose au maire l'envoi, dans un délai de 8 jours, à l'I.N.S.E.E. d'un avis de toutes inscriptions ou radiations effectuées de la liste électorale communale.

Dans le cadre de la dématérialisation des documents administratifs, l'INSEE a développé l'application AIREPPNET mise à disposition des mairies via un portail internet.

L'I.N.S.E.E. a proposé la signature d'une convention relative à la transmission des données électorales par internet décrivant notamment les obligations des signataires, le protocole informatique mis en œuvre.

Cette proposition a reçu un avis favorable de la commission n° 1 (Finances – Personnel – Administration Générale) réunie le 27 octobre 2011.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec l'I.N.S.E.E.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

## 8 – SURTAXE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EXERCICE 2012

Rapporteur : F. RIMARK

La loi du 03 janvier 1992 impose l'abandon d'une tarification au forfait au profit d'une tarification basée sur les volumes d'eau réellement consommés.

Sur cette base et conformément aux contrats d'affermage qui lient la Ville de Blaye et la Lyonnaise des Eaux, il est proposé d'entériner les surtaxes de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2012.

Le prix proposé au m<sup>3</sup> est le suivant :

- Eau : 0,15 €.
- Assainissement : 0,32 €

Nous avons constaté que nous avons un déficit de recettes notamment la diminution de la subvention ADOUR GARONNE, une très nette diminution de la participation au raccordement à l'égout et un moindre rendement de la surtaxe.

Trois simulations ont été faites, avec une surtaxe à :

- 0, 25 €, obligation de faire un emprunt.
- 0,43 €, Il ne serait pas nécessaire de faire un emprunt mais nous aurions une section d'investissement en sur équilibre.
- 0,32 €, équilibre des deux sections et nous n'emprunterions pas.



La commission n°1 (Finances - Personnel – Administration Générale) s'est réunie le 27 octobre 2011 et a émis un avis favorable.

V. LIMINIANA : sur l'eau je n'ai pas d'observation. Mais sur l'assainissement, il est très choquant de proposer une augmentation aussi élevée, alors que les prévisions de travaux sont en très forte baisse. En comparaison avec les années précédentes, on a fait un volume de travaux plus important avec une surtaxe à 0,15 €. Je pense que ce n'est pas la bonne année pour une augmentation ; si nous faisons plus de travaux cela s'expliquerait compte tenu de la durée d'amortissement des canalisations

F. RIMARK : je vous ai donné l'explication. En fait, vous nous reprochez de ne pas l'avoir fait l'année dernière.

V.LIMINIANA : l'an dernier les travaux avaient déjà baissé.

F.RIMARK : pour un foyer qui a une consommation moyenne, cela représente une augmentation d'environ 0,60 € par mois.

J. LAMARCHE : il ne faut pas dire de choses comme ça, pour un bénéficiaire du Secours Populaire, c'est un repas par semaine.

#### Surtaxe eau :

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

#### Surtaxe assainissement

Ont voté contre : G. GARAUDY, V. LIMINIANA et C. BERGEON, G. LACOSTE par procuration.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à la majorité.

### 9 – MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE - TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT - AVENANT N°1

#### Rapporteur : P. MERCHADOU

Par délibération du 8 mars 2011, le conseil municipal a approuvé le programme d'extension du réseau d'assainissement programme 2011.

Il s'agissait de réaliser les travaux relatifs au quartier de la Croisette et à la rue Gélinau - quartier de la Merlette, pour un montant estimé à 201 288 € TTC.

Suite à la réalisation de la mission Avant Projet (AVP), le maître d'œuvre de l'opération, l'agence ECTAUR, a constaté une incohérence entre les travaux envisagés à partir du schéma directeur d'assainissement et la situation réelle.

Par délibération du 12 juillet 2011, le conseil municipal a approuvé la modification du programme en ne retenant que le quartier de la Croisette, pour estimation des travaux portée à 158 400 € TTC.

Par décision du 14 septembre 2011, Monsieur le Maire a attribué le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de ces travaux d'assainissement à l'agence ECTAUR pour un montant de 6 177,53 € TTC.

Conformément au contrat de maîtrise d'oeuvre, suite à la remise de la mission d'Avant Projet (AVP), le maître d'ouvrage, par avenant, arrête le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre et le coût prévisionnel des travaux.

Après la réalisation de cette mission, les montants sont :

- le coût prévisionnel définitif des travaux est de : 132 413,00 € HT soit 158 365,95 € TTC
- le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre est de : 5 164,11 € HT soit € 6 176,27 TTC (soit une diminution de 0,02 %).

Cette proposition a reçu un avis favorable de la commission n° 1 (Finances – Personnel – Administration Générale) réunie le 27 octobre 2011.

La commission n° 6 (Equipeement – Patrimoine – Voirie – Assainissement - Cadre / Qualité de vie - le Handicap) s'est réunie le 28 octobre et émis un avis favorable.

En conséquence, Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver les études d'Avant-Projet,
- d'accepter le coût prévisionnel définitif des travaux fixé à 158 365,95 € TTC
- de fixer le forfait définitif de rémunération de l'équipe de **Maîtrise d'œuvre** à 6 176,27 € TTC.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant relatif à la fixation du forfait définitif de rémunération du Maître d'œuvre et à prendre tout acte et décision nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les crédits sont prévus au budget annexe assainissement 2011, chapitre 23 article 2315.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

#### 10 – DECLASSEMENT DE LA RD n° 133E 2 – INTEGRATION DANS LA VOIRIE MUNICIPALE

Rapporteur : P.MERCHADOU

La route départementale (RD) n° 133E2, située entre la RD 937 et la rue du Monteil, d'une longueur de 736 mètres, n'assure plus de continuité dans le réseau départemental.

Par courrier du 1<sup>er</sup> septembre 2011, le Conseil Général a donc proposé à la ville de Blaye d'intégrer cette route dans le réseau communal et ainsi d'engager la procédure de déclassement.

Cette proposition donne suite à la réfection complète de la couche de roulement réalisée cet été 2011, condition indispensable à ce déclassement.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- d'accepter l'intégration de cette section dans la voirie municipale
- d'autoriser Monsieur le Maire à prendre tout acte et décision nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La commission n° 6 (Equipeement – Patrimoine – Voirie – Assainissement - Cadre / Qualité de vie - le Handicap) s'est réunie le 28 octobre et a émis un avis favorable.

J.LAMARCHE : quelles en sont les conséquences ?

M. le Maire : l'entretien de la voirie est à la charge de la ville.

J. LAMARCHE : aurions-nous pu refuser ?

M. le Maire: oui, mais il est difficile de qualifier cette route de départementale.

V.LIMINIANA : cela va au moins augmenter le FDAEC.

X.LORIAUD : non, car c'est la superficie de la commune et l'inverse du potentiel fiscal, qui sont pris en compte pour le calcul du FDAEC.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

#### 11 – OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC A USAGE COMMERCIAL SUR LA VILLE (AJOUT D'UN TARIF)

Rapporteur : X. LORIAUD

Par délibération du 07 avril 1997, le conseil municipal a fixé les tarifs pour l'occupation du domaine public.

Par délibération du 05 juillet 2002, modifiant celle du 21 mai 2002, le conseil municipal a fixé un tarif d'occupation du domaine public pour les terrasses d'hôtels, bars, restaurants, cafés et occupation d'une partie de trottoirs à 13,72€/an/m².

La ville de Blaye a été sollicitée par un commerçant souhaitant installer un automate de location de films sur le domaine public. Cette occupation spécifique n'étant pas prévue initialement, il s'avère nécessaire d'en définir un tarif.

Ce projet nécessite un ancrage au sol ainsi que le prolongement des réseaux électrique et téléphonique.

A la suite de l'analyse des coûts engendrés par cette installation et des recettes envisagées de l'exploitant, le tarif proposé est de 170 €/mois.

Il est donc proposé au conseil municipal de fixer un tarif de 170 €/mois pour l'installation d'un automate de location de films sur le domaine public.

La commission n° 1 (Finances – Personnel – Administration Générale), s'est réunie le 27 octobre 2011 a émis un avis favorable.

La commission n° 7 (Politique Economique-Commerce/Artisanat-Tourisme-Emploi-UNESCO-Services Publics- Transports-Foires/Marchés) réunie le 25 octobre 2011 a émis un avis favorable.

Il sera installé au bout du marché près du local de la Lyonnaise des eaux.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte à l'unanimité.

#### 12 – RAPPORTS D'ACTIVITE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE BLAYE

Rapporteur : X. LORIAUD

Conformément à l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de la Communauté de Communes du Canton de Blaye a transmis en octobre 2011, les rapports d'activité de la CCB pour les périodes 2009 et 2010.

Sur la base de l'article L 5211-39, ces rapports doivent faire l'objet d'une communication en conseil municipal.

Ce rapport ainsi que les pièces annexes sont consultables auprès du service de la Direction Générale.

M. Le Maire : présente ses excuses pour le rapport de 2009 dont la parution a été retardée du fait des opérations de fusion des deux structures intercommunales.

X. LORIAUD fait une présentation condensée de ces deux rapports.

2010 : de nombreuses commissions se sont mises en place notamment la commission locale d'évaluation des charges transférées dont les conclusions ont été entérinées en fin d'année.

Il est difficile de faire une comparaison entre 2009 et 2010, car la structure est passée de 9 à 13 communes.

Le développement touristique a donné lieu à une réflexion approfondie qui a abouti à la création de l'EPIC.

Le dossier santé et le projet de pôle santé ont nécessité de nombreuses réunions avec tous les professionnels.

Services à la personne : avec la fusion, il a fallu harmoniser les procédures et le service des repas.

PRIJ : réorganisation au niveau du personnel avec l'arrivée d'un cadre enfant/jeunesse et partenariat avec le CISP.

Accueil des centres de loisirs : on a retrouvé un taux de remplissage important sur les deux sites

Ecole de musique : 207 inscrits, l'Harmonie de BERSON reste sous forme d'association et il y a réorganisation des cours notamment pour les adultes.

Par rapport à la commande publique : peu d'investissements majeurs mis à part la construction deux équipements multisports,

- Mise en œuvre du SPANC.
- Création d'une nouvelle identité visuelle.
- Finalisation de la construction de l'aire d'accueil des gens du voyage.

CIAS : budget à la hausse, nouveauté avec la gestion du RSA des personnes qui ne sont pas suivies par la MDSI.

Service d'aides à domicile très actif avec la tarification nécessaire pour assurer la continuité du service le week-end.

38 367 heures d'intervention à domicile pour les 250 personnes qui ont bénéficié de nos services.

Ressources humaines, de 2009 à 2010 les effectifs ont augmenté de 91 à 104 agents du fait de la fusion.

La précarité de l'emploi a reculé notamment sur l'aide à domicile au niveau des contrats passés en CDI.

En dernier lieu sur la communication, sortie du nouveau magazine « 13 » comme 13 communes, deux fois par an.

V.LIMINIANA : Je voudrais rappeler votre première déclaration de président, votre objectif « statu quo » sur le domaine social. Ce terme était très mal venu, en raison des difficultés sociales. Au niveau des crèches, y-a-t-il une direction commune ?

X.LORIAUD : nous avons une Directrice et une sous-directrice dans chaque structure. Pour l'ALSH nous avons un contrat de DSP.

V.LIMINIANA : sur les écoles de musique, je suis étonné que vous n'ayez pas essayé d'harmoniser ces deux structures. Deux structures différentes je trouve cela gênant, avec du personnel et des statuts différents. N'était-il pas possible de créer une structure intercommunale ? Par ailleurs, vous n'avez pas évoqué le volet économique.

M. le Maire : le mot « statu quo » a choqué, je m'en explique. L'ancienne Communauté de Communes avait déjà un très haut niveau de services sociaux. Il a été dit dans un contexte où nous allions harmoniser les deux communautés. L'objectif est de maintenir ce haut niveau, c'est pour cela que j'ai parlé de « statu quo ».

Après il faut se dire les choses, si on met tout sur le social et rien sur le volet économique, cela pose des problèmes sur le développement du territoire. La compétence obligatoire, pour une communauté de communes est le développement économique avec l'aménagement du territoire.

Sur notre CDC, on peut constater que depuis des années, la compétence économique est celle qui a été la moins développée. Le volet social est très important ainsi que celui de la jeunesse car pour moi le PRIJ a aussi une dimension sociale.

Nous avons des bombes financières, car les aides publiques baissent régulièrement. Il y a eu du bon travail de fait.

Par ailleurs le volet économique a été largement abordé au travers du tourisme et de la santé.

Concernant l'école de musique, il était impossible de fusionner les deux structures car, une est régie par le statut de la fonction publique alors que l'autre est associative. L'objectif est de réduire le reste à charge et pour cela nous sommes retournés aux fondamentaux, c'est-à-dire pour la jeunesse. Le but est de rapprocher le reste à charge à 200 000 €.

V. LIMINIANA : une précision, dans les 200 000 euros est-ce que vous incluez les 80 000 de la ville de Blaye ?

M. le Maire : non on ne les soustrait pas. Si nous intégrons l'Harmonie de BERSON le budget fonctionnement exploserait. Nous travaillons avant tout dans l'intérêt du Blayais.

### 13 - ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Rapporteur : L.WINTERSHEIM

Par délibération du 28 avril 2009, le conseil municipal a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) afin d'élaborer le Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal pour répondre aux objectifs suivants :

- définir un lien social entre les quartiers,
- redynamiser le centre ancien : habitat, activités économiques et développement touristique,
- requalifier les espaces publics et les entrées de ville,
- sécuriser les déplacements et hiérarchiser les voies.

Conformément à l'article L 123-1 du Code de l'Urbanisme, le PLU comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables (PADD), des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes.

Concernant le PADD, il définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces.

En application de l'article L 123-9 du même code, les orientations générales du PADD doivent faire l'objet d'un débat, au sein du conseil municipal, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU.

Le PADD, rédigé par le cabinet d'études METROPOLIS en concertation avec le Comité de Pilotage, se caractérise par les notions suivantes :

- Objectifs de développement dans un périmètre resserré
  - Conforter Blaye dans son rôle de pôle urbain, administratif et économique de la Haute Gironde.
  - Stabiliser la population pour valoriser le potentiel de renouvellement urbain et la densification des espaces résiduels.
- Habitat et forme urbaine
  - Contenir l'étalement urbain.
  - Revitaliser le centre ancien.
- Mobilité et transports : vers une plus grande cohérence du fonctionnement urbain
  - Tisser des liens entre quartiers.
  - Requalifier les entrées de ville.
- Environnement, patrimoine et cadre de vie
  - Préserver les espaces agricoles et naturels.
  - Faire du patrimoine historique un vecteur de projet : la Citadelle et la ville historique, symboles à se réapproprier.
  - Se tourner vers l'Estuaire.
  - Amorcer un cercle vertueux : un cadre de vie et une attractivité à améliorer.

Le PADD a été présenté au comité de pilotage PLU réuni le 14 octobre 2011.

Le PADD est transmis à l'ensemble des membres du conseil municipal.  
Ce sujet n'est pas soumis au vote, il fait l'objet d'un débat.

Cette délibération a pour objet de prendre acte de la tenue du débat sur le PADD au sein du conseil municipal. Le débat sera consigné dans un compte rendu annexé à la présente délibération.

M. le Maire : je tiens à féliciter le travail de L. WINTERSHEIM car ce dossier est très important et il est peu visible.

On arrive à mi-parcours, on va essayer de le boucler en 36 mois. L. WINTERSHEIM va présenter le PADD par diaporama et fera l'objet d'un débat. (Diaporama en annexe).

Diapo n° 1 : le PADD est une étape charnière dans le cadre de l'élaboration du PLU.

Diapo n° 2 : PADD Qu'est-ce que c'est ?

L. WINTERSHEIM : c'est une trajectoire sur laquelle se lance la ville.

Diapo n° 4 : les contraintes

M. le Maire : il faut tenter de rentabiliser notre espace.

Diapo n° 5 : les ambitions

Valoriser une ville à fort potentiel -

L. WINTERSHEIM : c'est une ville touristique il faut utiliser toute la potentialité de la ville.

Relier les quartiers- c'est pour une mixité sociale, sécuriser les cheminements et définir un plan de circulation.

M. le Maire : je n'avais pas pris conscience à quel point la ville était abîmée sur sa répartition spatiale. Un regard extérieur permet de déceler des choses que l'on ne voit pas : les experts nous ont dit, vous avez 20 ans de réparation à conduire avant de pouvoir ambitionner un redéveloppement sur l'habitat.

En plus, il y a 450 logements vides, alors mettre des terrains à bâtir pour créer de nouvelles cités cela conduirait à vider, encore plus, le centre ville. Il faut d'abord tenter de remplir ce qui est vide.

G. GARAUDY : le POS et le PLU sont deux jeux complètement différents avec des règles différentes. Ce que vous avez constaté c'est que la situation de Blaye est une application stricte du POS tel qu'il était exigé à l'époque. Il est vrai que la démarche n'est plus du tout la même. Est-ce que les règles du jeu du POS étaient bonnes ? Apparemment non, d'après votre jugement. A l'époque on demandait des voies de ramification entre les différents quartiers pour ouvrir, aérer le centre. Je pense que les règles d'urbanisme sont meilleures que celles du POS dans le contexte actuel. Les exigences d'il y a 20 ans ne sont plus les mêmes par rapport à celles d'aujourd'hui. Mais que les promoteurs aient utilisé le POS pour leurs besoins personnels et que nous ne disposions d'aucun outil pour nous y opposer, je l'ai souvent constaté.

Je pense qu'avec le PLU il faut s'en protéger.

Nous ne sommes plus sur les mêmes logiques, entre le POS et le PLU.

M. le Maire : il n'y a pas que le POS, exemple Château Noël, c'est catastrophique notamment les trottoirs, les fossés, les clôtures, il n'y a pas de raquette de retournement pour les camions des ordures ménagères.

L. WINTERSHEIM : Blaye n'a sûrement pas vocation à augmenter sa population.

Diapo n° 7 : Stabiliser la population pour valoriser le potentiel de renouvellement urbain-

Entre 1954 et 2007 : part de l'habitat est passée de 7% à 33% : pour une population qui a à peine augmentée.

J. LAMARCHE : stabiliser la population ce n'est pas un projet très ambitieux. Est-ce que cela mérite d'être dit ?

M. le Maire : c'est un choix.

J. LAMARCHE : c'est un choix pas ambitieux. En plus vous dites qu'il y a 450 logements vides, il faut peut-être faire quelque chose pour qu'ils soient occupés. On peut encore attirer de la population. J'ai peur que si l'on dit ça, cela se comprenne comme : « ne venait pas chez nous ». Pour moi c'est contradictoire : développement économique et stabilisation de la population.

M. le Maire : notre but, ce n'est pas comme à St André de Cubzac, se battre pour être 8 à 10 000 habitants. Ce que l'on souhaite, c'est que Blaye soit une capitale de territoire attractive, exploiter les richesses que nous avons, le plaisir d'y vivre.

Si on remplit les 450 logements vides on sera très satisfait, on sera alors à 5500/6000habts, mais pour nous cela correspond à une stagnation. Nous on ne recherche pas des hectares à bâtir pour construire plus de cités et attirés plus de monde. D'ailleurs cela n'a pas fonctionné ces dix dernières années.

J. LAMARCHE : je ne vois rien dans ce document qui nous projette à 20 ans surtout si l'on indique la stabilité de la population.

M. le Maire : dis-nous ce qu'il faut projeter sur 20 ans ?

L. WINTERSHEIM : les études démographiques sur 200 ans de statistiques sont autour de 5 000 habts.

J. LAMARCHE : il faut créer des emplois.

M. le Maire : le but est de faire de la qualité, améliorer les conditions de vie.

L. WINTERSHEIM : entre deux recensements, on est à 30 % de renouvellement.

B. SARRAUTE : cela se mesure aussi très bien dans les écoles, beaucoup de départs et d'arrivées même en cours d'année, c'est surtout pour des raisons de mutation.

J. LAMARCHE : j'ai assisté aux différents débats, je ne vois pas la cohérence entre ce qui avait été dit et la présentation de ce soir.

L. WINTERSHEIM : je n'ai pas fini.

M. le Maire : on n'est plus sur la même phase, tu es sur les réunions publiques suite au diagnostic.

Diapo n° 8 : Contenir l'étalement urbain-

M. le Maire : il faut que les aménagements de voirie de cité répondent aux exigences de maintenant. Mais il y a beaucoup de choses à corriger dans celles qui existent déjà. C'est une bonne chose que le PLU l'exige. Il faut gérer dans l'intérêt général.

Diapo n° 12 : faire du patrimoine un vecteur de projet.

J. LAMARCHE : pourquoi déplacer le camping ? Dans ce cas on exclut de l'activité et du dynamisme dans la citadelle.

M. le Maire : déjà cela crée de la circulation dans la citadelle durant tout l'été (c'est un problème) de plus c'est un projet dans le plan de gestion du réseau Vauban et sa gestion est assez compliquée.

L. WINTERSHEIM : sa taille n'est pas en adéquation avec un site comme Blaye. Les prestations associées ne sont pas suffisantes.

G. GARAUDY : le but c'est de trouver l'emplacement adéquat.

M. le Maire : on l'a peut-être trouvé.

Diapo n° 13 - Se tourner vers le fleuve

L. WINTERSHEIM : il n'est pas acceptable que ce cheminement n'existe plus le long de la Gironde au pied de la Citadelle.

G. GARAUDY : j'ai toujours été un défenseur de ce cheminement il faut le réaliser.

M. le Maire : c'est moi qui l'ai fait fermer en 2003 pour des raisons de sécurité.

L. WINTERSHEIM : c'est un projet de longue date.

Intervention de M. LIMINIANA :

Monsieur le Maire, chers collègues, nous partageons de nombreux objectifs de ce document, dont certains sont quasiment des évidences.

Bien évidemment, comme vous, nous souhaitons :

- « Conforter Blaye dans son rôle de pôle urbain, administratif et économique de la Haute-gironde », bien que les élus ne soient pas toujours associés aux décisions concernant la présence de services publics (tribunal, hypothèques, guichet SNCF, sous-préfecture).
- « Développer sa position de pôle hospitalier, médical et plus largement de pôle santé », beaucoup a été fait avec la restructuration et la modernisation de l'hôpital il y a quelques années ; on peut affirmer que cela a permis de sauver l'hôpital de Blaye qui était réellement menacé. Mais rien n'est définitivement acquis car tout dépendra du niveau de son activité. Une maison de la santé est nécessaire, comme dans toutes les zones rurales, pour enrayer un processus qui nous entraînerait à moyen terme vers une situation de désert médical. Dans ce domaine non plus, nous ne sommes pas entièrement décideurs puisque soumis à l'accord de l'Agence Régionale de la Santé. Mais nous devons affirmer une volonté.
- « Redynamiser le centre ville ». C'était l'un des volets de l'action du Smace ; cela doit être poursuivi. Nous notons avec intérêt que vous reprenez, quasiment mot à mot, ce que nous écrivions il y a deux ans dans un tract en faveur d'un cinéma en centre ville, quand vous vouliez le construire en périphérie ; « l'implantation d'un nouveau cinéma...a pour objectif de renforcer la dynamique commerciale du centre ». (cf.tract)
- « Répondre au besoin de salle polyvalente » elle serait certainement terminée avec le SMACE que vous avez tant décrié.
- « Revitaliser le centre ancien » : c'est une urgence ; il faut lui redonner vie en le restaurant et le repeuplant.
- « Contenir l'étalement urbain », même s'il n'y a plus guère d'étalement possible. Je pourrais même en citer d'autres.

Mais, à côté de tous ces objectifs que nous pouvons partager, je tiens à marquer, au nom des élus d'opposition, une divergence profonde.

Une phrase dans l'introduction, nous a choqués : « elle (la municipalité) souhaite avant tout travailler la qualité de vie et non ambitionner une augmentation du nombre d'habitants ». Cela est même précisé plus loin lorsque vous affirmez que vous voulez « stabiliser la population autour de 5 000 habitants ».

Nous sommes en total désaccord avec cette affirmation car nous pensons que la qualité de vie et l'augmentation raisonnée de la population ne sont nullement antinomiques. (cf. CUB → 1 million d'habitants).



Ne pas ambitionner d'augmenter la population de notre ville est un mauvais signal car cela dénote un repli sur soi, un manque d'ouverture, une forme de frilosité. L'afficher dans un document d'urbanisme est plus que maladresse : c'est une erreur, je dirai même une faute.

Les raisons qui plaident pour faire venir de nouveaux habitants sont multiples : on les trouve dans le contexte social (forte demande), économique, associatif et c'est même bon pour les finances de la ville !

Le dynamisme et le rayonnement d'une ville passent par son attractivité.

Certes, il faut fixer des règles urbanistiques qui empêchent un développement anarchique ou inadapté, mais au contraire de ce que vous affirmez, nous pensons que notre PLU doit permettre l'installation de nouveaux habitants, dans le centre ancien prioritairement, mais aussi dans le reste de la ville.

Ne fabriquons pas de nouveaux remparts, ceux de Vauban nous suffisent !

L. WINTERSHEIM : vous avez indiqué deux choses contradictoires : ne pas ouvrir de nouveaux espaces à l'urbanisation et la volonté d'augmenter le nombre d'habitants l'ambition est peut-être mal formulée, ce n'est pas de verrouiller la ville, mais de réaliser un ensemble cohérent.

M. le Maire : c'est grave ce que vous dites M. LIMINIANA, de ne pas construire de nouveaux remparts. C'est vous qui jetez une image négative sur l'ouverture de la ville sur le territoire. Par cette caricature, vous voulez faire passer le message que nous ne souhaitons pas accueillir de nouveaux habitants, ce qui est faux. Nous devons remplir les logements vides, mais nous devons contenir la population; le fait de passer de 5 000 à 5 500 habitants pour nous c'est une stagnation. Nous sommes sur une évolution douce. Nous ne souhaitons pas de syndrome comme Cagnac où la population a doublé en quelques années. Je m'élève contre cette image.

G. CARREAU : il faudrait des structures routières performantes mais au risque de devenir ville dortoir. Il faudrait savoir ce que sont ces 450 logements.

J. LAMARCHE : c'est à nous de lancer le réseau routier.

X. LORIAUD : c'est de la compétence du SCOT.

V. LIMINIANA : retirer donc ces propos, M. le Maire. Faites des demandes auprès des bailleurs sociaux.

M. le Maire : non nous n'envisageons pas une augmentation importante de la population, le but c'est de redonner de la plus value à l'immobilier. Les bailleurs sociaux n'investissent plus dans les vieilles pierres pour le logement.

V. LIMINIANA : peut-être que si on le souhaite, il faut leur donner. Pour la résidence Jean ZAY la ville avait donné le bâtiment.

M. le Maire : ce serait avec un grand plaisir de travailler avec Gironde Habitat.

M. FLORENTIN : ce n'est pas nous qui ne voulons pas l'augmentation de la population. La population n'augmente pas depuis une dizaine d'années, alors que l'on a tout essayé, donc attaquons nous au cadre de vie.

G. GARAUDY : Bien entendu, je suis en plein accord avec le contenu de l'intervention de Vincent LIMINIANA.

Il n'est pas si loin le temps où dans cette même salle nous entendions lorsque nous abordions le travail sur le dossier de candidature à l'UNESCO : *« il y en a marre de ce sujet dont on nous rebat les oreilles »*

*« Ouvrir la Citadelle au quotidien des Blayais, créer des logements en son sein »* il s'agit là de poursuivre la logique des travaux que nous avons entrepris.

La plupart des éléments décrits sont d'ailleurs dans le plan de gestion :

*Fiche programme n°9 : Schéma directeur immobilier  
Construire un quartier- ville » au niveau de la citadelle « garnison »*

Encore faut-il en avoir réellement la volonté, ce qui ne semble pas être le cas puisque vous maintenez votre projet de vente !

Il est indiqué aussi que la ville s'est engagée dans une « démarche volontariste » que constitue l'AMVAP (ex ZPPAUP). Je confirme, puisque cet engagement nous l'avons pris et il était requis pour obtenir le classement UNESCO.

« Se tourner vers l'estuaire » bien évidemment, il faut renforcer les relations avec l'estuaire et à ce sujet la Yole est un élément majeur dans ce domaine, puisque c'est le seul élément « charnière » entre la terre et l'eau. Le lieu de rencontre et le point de passage, je ne voudrais pas avoir de doutes sur la bonne volonté de la ville de voir ce chantier se terminer.

A.GEDON : si j'ai contesté la résidence « Jean ZAY » à l'époque ce n'était pas sur le logement social, mais nous n'avions aucune information. Il y avait un énorme obscurantisme sur ce dossier.

Ce document est un document politique, un document général. C'est une feuille de route. Ce projet est très positif réaliste et ambitieux car la population peut également diminuer. Vous donnez un signal très mauvais. Vincent tu vas dans l'exégèse de la parole Baldésienne, il est très important de maintenir les 5 000 ou 6 000 habitants, il n'y a pas rivalité avec Saint André de Cubzac, Cavignac ou St Savin.

Il y a 450 logements vides, l'OPAH va se mettre en place la politique de la ville doit changer, il faut la redynamiser.

L. WINTERSHEIM : pour clôturer, en terme de procédure le PLU : fixer l'objectif de développement était un point important. Nous sommes partis sur un développement modéré de la population. Si on indiquait une augmentation importante de la population l'Etat vérifierait alors si toutes les structures communales (écoles, STEP, forage...) sont en adéquation.

#### QUESTIONS ECRITES

M. le Maire : En réponse à la question de M. LIMINIANA sur la disparition de chaines en fonte aciérée. Après recherche nous n'avons trouvé aucune pièce qui puisse démontrer qu'elles appartiennent à la ville, aucune trace de don, d'achat. Vous avez arrêté l'inventaire comptable à partir de 2006. M. LIMINIANA, pouvez -vous nous donner une date approximative ?

V.LIMINIANA : je ne sais pas, nous n'avons pas la date. Je n'ai pas l'année d'acquisition, il ya peut-être 10 ans ;

M. le Maire : elles devaient servir à quoi ?

V. LIMINIANA : elles devaient être installées à l'entrée de la Citadelle.

M. le Maire : cela veut dire que depuis 10 ans, vous avez eu ces chaines, qu'il n'y a eu aucune convention avec le donateur. Je vous félicite de la tenue des affaires de la ville.

#### 1 – question de M. LIMINIANA :

Le décret du 18 décembre 2009 prévoit « qu'une indemnité de départ volontaire peut-être attribuée aux fonctionnaires qui quittent définitivement la fonction publique territoriale à la suite d'une démission... pour les motifs suivants :

- ☐... pour créer ou reprendre une entreprise,
- ☐...pour mener à bien un projet personnel. »

Le 21 septembre 2010, chers collègues, vous avez voté une délibération qui devait « déterminer de façon objective » le montant à attribuer à un agent démissionnaire.

Nous – élus de l'opposition – avons refusé de participer à ce vote au motif que la délibération ainsi rédigée  
« N'avait aucun caractère d'objectivité et laissait une totale liberté au maire » d'attribuer ce qu'il voulait... ou de ne rien attribuer du tout ! Le fait prince, en quelque sorte.

Aujourd'hui, nous avons hélas la preuve éclatante de ce que nous affirmions le 21 septembre 2010 :

M. le Maire, en 2010, vous avez répondu à un autre agent démissionnaire de notre collectivité que vous ne souhaitez pas lui attribuer d'indemnité de départ. Pourtant, ce dernier répond parfaitement à l'une des conditions décrites dans l'arrêté, à savoir la création d'entreprise. C'est donc une décision totalement arbitraire et inéquitable, aux antipodes de l'objectivité.

Nous sommes bien dans ce que nous appelions « le fait du prince » ou le traitement « à la tête du client ».

Pourquoi attribuer 26 000 euros à un agent démissionnaire et rien à un autre ?

M. le Maire : vous auriez pu simplement poser la question en commission ou en CTP. Je refuse de discuter du personnel, on sait bien de qui on parle. Je vous reporte à la commission de F. RIMARK qui répondra à votre question, en toute confidentialité.

Si je vous répondais, vous seriez très gêné.

V. LIMINIANA : nous n'avons jamais été au tribunal administratif, nous. Donc nous n'avons toujours pas de réponse.

M. le Maire : je resterai toujours discret sur le personnel.

## 2- Question écrite de M. GARAUDY

Cette question est suggérée par C.BERGEON, membre de la commission Education

Depuis des mois, Monsieur le Maire, nous vous interrogeons pour savoir comment vous comptez financer les 2,9 millions d'euros que va coûter le cinéma ; cette question vous déplaît, surtout lorsqu'on rappelle que nous avons un projet de salle multifonctions avec 80 % de financement extérieurs.

A ce jour, nous n'avons toujours pas reçu de réponse claire.

Mais, lors de la dernière commission éducation, le 12 octobre, Madame l'Adjointe à l'éducation a informé les commissaires en ces termes : « le budget éducation 2012 sera sûrement en réduction par rapport aux années précédentes à cause du financement du futur cinéma ».

La déclaration de Madame SARRAUTE nous apporte donc un début de réponse sur vos intentions : vous allez prendre dans le budget des écoles !

Voici qui est particulièrement choquant car s'il est un budget à privilégier, c'est bien celui des écoles. Cela nécessite des précisions et explications.

Mais, vous en conviendrez, ce ne sera sûrement pas suffisant !

Nous serons très vigilants sur ce sujet car, dans le contexte actuel, un recours massif à l'emprunt serait suicidaire pour la ville. De plus, nous savons que les villes connaissent des difficultés pour emprunter. Pour s'en convaincre, la lecture d'un article du journal « Sud Ouest » du 3 novembre nous apprend qu'une ville de la CUB a même dû reporter un projet de construction d'école faute de trouver une banque prêteuse.

Alors maintenant, nous attendons, comme tous les Blayais, une vraie réponse sur le financement du cinéma.

M. le Maire : nous avons déjà traité des subventions du cinéma dans au moins une publication municipale ainsi qu'en conseil municipal de juillet 2011. Comme dans toutes les villes où il y a des projets importants des efforts devront être réalisés dans toutes les délégations. De plus, le projet cinéma impacte directement les enfants. Donc ce n'est pas déplacé que de demander des efforts à toutes les délégations pour dégager de l'autofinancement.

Nous allons passer à l'affaire AURENZ.

M. le Maire : c'est une grosse affaire pour Blaye car il y a eu de nombreux enjeux publics.

X. LORIAUD : nous allons donc faire un point afin d'informer en toute transparence sur le dossier AURENZ qui quitte la ville.

M. le Maire propose de passer un diaporama commenté par M. LORIAUD.

Diaporama en annexe.

Diapo n° 2 :

X. LORIAUD : M. AURENZ est un puissant chef d'entreprise et un homme politique influent.

Diapo n° 4 :

DDTE : Direction Départementale du Travail et de l'Emploi.

Diapo n° 5 :

X. LORIAUD : en lisant l'acte on s'aperçoit que l'on ne retrouve rien de cela.

Diapo n° 10 :

M. le Maire : M. LIMINIANA vous êtes plus exigeant avec nous qu'avec vous-même.

Diapo n°11 :

X LORIAUD : le chef de site de Blaye appartenait déjà au groupe AURENZ.

M. le Maire : nous sommes très loin des engagements du départ.

V. LIMINIANA : nous avons toujours été conscients de cela.

Diapo n° 12 :

X. LORIAUD : on est aujourd'hui devant une situation ubuesque. On est propriétaire d'un terrain sur lequel on ne peut y accéder sans réaliser des travaux. Le terrain est enclavé.

Diapo n° 16 :

X. LORIAUD : on est sur une affaire embarrassante.

M. le Maire : ce que je vous reproche M. LIMINIANA, ancien 1er Adjoint, ancien Conseiller Général, alors que vous étiez parfaitement au courant de cette affaire, c'est de ne pas être venu nous en informer car nous aurions peut-être trouvé une solution.

V.LIMINIANA : c'est une mise en scène, une caricature de votre façon de travailler. Quel est l'objectif de cette présentation vraiment très bien organisée ? L'objectif ce n'est pas de régler l'affaire, mais c'est de mettre en difficulté d'anciens élus.

Si l'objectif était de régler l'affaire, vous nous en auriez parlé. On découvre cela ce soir, cela n'était pas à l'ordre du jour. Moi, j'ignorais qu'AURENZ partait et j'ignorais le détail de cette affaire.

M. le Maire : vous signez ce courrier et vous ne vous souvenez pas de cette affaire ? C'est une honte.

V.LIMINIANA : j'ai signé ce courrier parmi des centaines.

X. LORIAUD : le but est de tout mettre sur la place publique.

V.LIMINIANA : pour comprendre cette affaire il faut faire une démarche 17 ans en arrière. On avait effectivement acheté un terrain pensant que cela pouvait être une réserve foncière intéressante pour une entreprise. AURENZ c'est présenté. C'est sûr, à la fois au niveau économique et de l'emploi il n'y a pas eu le résultat escompté. Quant au détail de cette affaire, je ne sais pas. Le détail présenté ce soir est le résultat d'une vraie enquête de police.

M. le Maire : vous signez un courrier pour un bien municipal qui est illégalement occupé par AURENZ. Vous dites dans le courrier que vous allez demander l'intervention des services techniques et vous ne faites rien par la suite. Vous ne vous souvenez pas d'une affaire aussi importante.

V.LIMINIANA : je n'avais pas ce dossier en charge et si vous voulez sortir de cette affaire vous pouvez créer une commission.

M. le Maire : le problème est, que maintenant il faut en sortir. Tout d'abord on a utilisé de l'argent publique pour pas grand-chose et en plus on a un terrain sur lequel on ne peut pas accéder. Vous n'avez pas géré la situation, vous n'avez pas été sérieux.

V.LIMINIANA : on a fait venir cette entreprise car on croyait qu'il y aurait des créations d'emplois. Vous avez fait votre cinéma.

X. LORIAUD : nous ne sommes ni au cinéma, ni au cirque, nous sommes sur des affaires sérieuses. Il faut les assumer en toute sérénité. Le problème ce n'est pas qu'AURENZ parte.

M. le Maire : le problème c'est que vous n'avez pas eu une gestion sérieuse de cette affaire et c'est cela qui est grave.

Le dossier est complet et il est disponible pour tous. Nous allons devoir en informer les blayais.

V. LIMINIANA : vous les informerez à votre façon.

X. LORIAUD : nous sommes sur des faits il n'y a aucune interprétation.

M. le Maire : cela passera en commission, vous avez été lamentable et maintenant il faut gérer.

C. DUBOURG : pourquoi il n'y a pas de droit de passage pour aller sur notre terrain ?

V. LIMINIANA : nous n'avons qu'à acheter une parcelle de terrain.

M. le Maire : ma conclusion, vous avez fait preuve d'irresponsabilité dans la gestion de ce dossier.

*L'ordre du jour étant épuisé La séance est levée à 23 h 15.*

**Ce compte rendu pourra faire l'objet de modifications lors de la prochaine séance.**